



# BATAY OUVRIYE

---

## CLARIFICATION

Décembre 2005

Etre attaqué par l'ennemi est une bonne chose. Mais seulement dans la mesure où nous arrivons à transformer une attaque, élément négatif, en élément positif dans l'intérêt général de la classe ouvrière.

Durant les dernières semaines écoulées, les ennemis de la classe ouvrière ont attaqué Batay Ouvriye sous diverses formes. Pratiquement en même temps, nous avons subi les attaques de certains secteurs vivant dans la diaspora, qui se cherchaient des pratiques ou continuaient les pratiques de leurs « chefs », celles de certains candidats bourgeois réactionnaires en Haïti même et celles de divers grands propriétaires fonciers. Les pratiques réactionnaires semblent être bien orchestrées... Et même s'il n'en est pas ainsi, nous sommes en droit de parler d'une coordination organique reflétant la lutte des classes, en particulier la polarisation créée par les luttes menées par notre mouvement. Ce qui nous arrive est un moment dans la lutte des masses, des travailleurs, de la classe ouvrière. Nous devons être capables de correctement faire face à ces attaques. Nous devons faire des pratiques qui nous permettent de maximiser la réalisation des intérêts de la classe ouvrière face à nos ennemis. L'un des objectifs que nous devons rechercher coûte que coûte est le renforcement de notre propre camp. Et pour cela, on doit comprendre la position et les pratiques de Batay Ouvriye sous divers angles non directement concernés par les attaques en question, afin que militants et progressistes conséquents puissent aller au-delà de leurs connaissances actuelles de Batay Ouvriye.

### La question de la déstabilisation d'Aristide

Être élu ne rend pas un gouvernement populaire pour autant. Si tel était le cas, on serait en droit de déclarer Bush populaire. Pour nous, ce n'est pas non plus le fait d'être élu avec un pourcentage élevé qui rend quelqu'un populaire. Si tel était le cas, on n'aurait qu'à croire que Chirac, aux dernières élections, était très populaire. Être populaire dépend de la position des luttes précisément, nationalement et internationalement. Pour décider si un gouvernement est **réellement populaire**, il faut analyser la politique dans ses **rappports avec les masses populaires, les intérêts véritables des celles-ci**, sans démagogie. C'est en ce sens que nous disons que le gouvernement Aristide n'a jamais pris ou permis la défense des intérêts des masses populaires ! Il s'agissait d'un gouvernement populiste qui s'appuyait sur un secteur du sous-prolétariat, en garantissant sa reproduction, pour l'organisation de la répression et de la terreur sous la direction d'Aristide, dans le cadre d'une autocratie. Voilà ce qui explique pourquoi les populistes-opportunistes comme eux souhaiteraient faire passer le gouvernement d'Aristide pour un gouvernement populaire. Sous le gouvernement d'Aristide, la répression et la terreur étaient essentiellement organisées contre les travailleurs, dans tous les conflits, contre leurs intérêts généraux. C'était un gouvernement réactionnaire. Sa forme autocratique a permis aux adversaires bourgeois de diffuser toute leur démagogie sur la « démocratie ». Ces adversaires, également réactionnaires, Aristide défendait leurs intérêts. Parmi eux étaient les bourgeois luttant pour assumer un rôle central dans l'Etat. Ainsi donc, Batay Ouvriye se trouvait en face de deux courants bourgeois réactionnaires. L'un était directement dirigé par le secteur bourgeois de la sous-traitance, lié

à certains intérêts capitalistes, particulièrement ceux apparus à partir de l'accumulation réalisée sous le régime des Duvalier. L'autre était composé des nouveaux monopolistes essayant de restructurer la bourgeoisie bureaucratique, accumulant aux sommets de l'Etat dirigé par les populistes, et lié à un large secteur de la bourgeoisie bancaire.

La responsabilité de toutes les organisations conséquentes devrait consister à : **travailler à une véritable alternative populaire**. Pour Batay Ouvriye, cela signifie construire une **alternative populaire avec les travailleurs en position centrale**, afin d'éliminer ou dépasser le populisme, précisément, afin d'écarter tous les dangers et confusions qui l'accompagnent. Pour cela, le travail aurait du nous permettre de comprendre les **deux ennemis** se combattant mutuellement, tout en utilisant les moindres espaces créés par une telle lutte. Dans le contexte d'une réelle alternative populaire, voilà la position correcte. Et cela continue à être la position correcte.

Nous n'avons jamais participé à la déstabilisation d'un gouvernement, comme nous l'avons signalé dans d'autres textes récents. D'ailleurs, le concept de « déstabilisation » est un concept bourgeois en soi. Une analyse correcte devrait aller plus loin, interrogeant les contradictions entre les classes dominantes elles-mêmes et entre les masses populaires et leurs ennemis de classe.

## **Sur l'autonomie de la classe ouvrière et celle de Batay Ouvriye**

Pour nous, l'autonomie de la classe ouvrière est fondamentale. Elle devrait être une autonomie de ligne. Et c'est sur la base de cette autonomie que l'on devrait mener une lutte permanente contre les courants rétrogrades, populistes, opportunistes et réactionnaires. Notre autonomie devrait être une position **fondamentale** dans notre orientation. Batay Ouvriye travaille dans cette direction, car elle sait que l'autonomie se base avant tout dans la dynamique de ses pratiques.

Mais autonomie signifie-t-il isolement total ? Nous ne le pensons pas. Diverses situations existent où, même en tenant compte de notre autonomie, des rapports se développent, surtout avec d'autres classes sociales au sein du camp du peuple et également avec d'autres organisations. Cela est vrai pour diverses formes d'unité telles les alliances, unités d'action, solidarités... Et cela est également vrai tant à l'intérieur de la formation sociale haïtienne que dans nos rapports avec d'autres formations sociales. Toutes ces formes d'unité/alliance/solidarité trouvent leur base dans des **pratiques et rapports concrets** que nous établissons à travers notre lutte.

Jusqu'à présent, Batay Ouvriye n'a intégré aucune fédération internationale. Par contre, nous avons réalisé des pratiques communes avec de nombreuses organisations, sur le champ de bataille même, à l'échelle nationale et internationale. Pour nous, le plus important, ce qui est le fondamental pour les travailleurs et les masses populaires en général, c'est le respect permanent de notre **autonomie**. Dans ce cadre là, Batay Ouvriye a accepté diverses formes de solidarité. En cela, nous avons tenu compte des multiples contradictions traversant les luttes de classe, nationalement et internationalement. Dans la lutte contre Disney, par exemple, nous avons accepté la solidarité de nombreux courants. Certains offraient une solidarité politiquement limitée à base humaniste. Nous l'avons accepté. Mais nous avons toujours clairement montré ses limites et, dans certains cas, sa nature réactionnaire. Nous avons la même position quant à la solidarité financière. Nous devrions souligner qu'en général la solidarité provenant de différents organismes, ONGs ou fondations, etc., ne sont jamais propres. Pire, nous sommes conscients que l'ennemi peut tenter de se glisser à travers eux. Notre principe consiste à utiliser les contradictions **réelles**, les contradictions concrètes sur le terrain. Là encore, notre autonomie continue à demeurer fondamentale. Seule celle-ci peut nous permettre de toujours maintenir fermement notre ligne dans l'intérêt de la classe ouvrière, des travailleurs, des masses populaires en général. Elle seule peut nous permettre de garder notre fermeté face aux ennemis, même quand ceux-ci essaient de se faufiler dans nos rangs. Aussi, forts de cette ligne, **critiquons-nous clairement et**

**ouvertement tous ceux qui méritent de l'être.** Partout où nous sommes invité à formuler nos positions, nous les exposons clairement, du moment qu'il y a des ouvriers présents et que cette pratique est dans l'intérêt de la classe ouvrière. Si une organisation offre sa « solidarité » dans la lutte, nous ne sommes pas en position pour écarter ou refuser son aide. La lutte de la classe ouvrière en Haïti est fort difficile ! Si l'ennemi pense pouvoir utiliser cette « solidarité » pour tenter de nous dévier ou nous infiltrer, qu'ils essaient, ils se casseront les dents ! Le plus important pour nous est de préserver notre autonomie et, pour cela, combattre tous les éléments réactionnaires, même quand ils disent souhaiter « aider » sous n'importe quelle forme.

Dans ce cadre, certains néanmoins ont formulé de sérieuses inquiétudes pour notre crédibilité. Ces inquiétudes ayant pour base la possibilité d'une collaboration de classe, nous les rassurons en soutenant que l'avancement dans le champ des luttes existera toujours pour consolider notre crédibilité. De plus, face à ceux qui pourraient croire qu'accepter de l'argent entraîne automatiquement une soumission à l'orientation de ces organisations et des gouvernements qui les dirigent, nos prises de politique face à ceux qui veulent ou semblent vouloir nous aider nous délimitent formellement, nous plaçant directement et ouvertement dans le camp de la classe ouvrière. Nous sommes conscients du danger historique d'éventuelles revirements ou distorsions de cette position, mais face à de telles possibilités, nous élaborons et appliquons les mécanismes et principes appropriés. Une pratique avec les travailleurs, une pratique ouverte face à l'ennemi, quelque soit la forme où elle se pose ponctuellement et historiquement sera toujours crédible. Il n'y a pas d'autre critère.

## **Sur l'Opportunisme**

Des camarades qui soutiennent nos pratiques nous ont fait part d'une question légitime qui les préoccupe, et qui exige notre attention. Il s'agit de la question de l'opportunisme. Pour eux, les rapports établis avec l'AFL-CIO, par exemple, seraient opportunistes, particulièrement au niveau du financement. Nous disons 'particulièrement' car généralement d'autres formes de rapports (tels la solidarité militante, les lettres de soutien, etc.) ne soulèvent et ne soulèveront pas autant de problèmes. Pour bien cerner cette question, nous devons clairement comprendre deux choses :

- A) il n'est ni possible ni souhaitable de considérer le niveau démocratique au même titre que d'autres niveaux politiques plus avancés. L'**unité fondamentale** existant à ces niveaux là permet de respecter spécifiquement des positions et principes. Au niveau démocratique, par contre, cette unité fondamentale est absente : un fonctionnement démocratique doit régner parmi les ouvriers et travailleurs dont le niveau politique est moyen. Certes, toute pratique qui se situe à la traîne des ouvriers les moins avancés est à proscrire. Mais il s'agit d'une lutte permanente où, pour nous, c'est au sein de ce niveau, avec lui, qu'aura lieu la transformation nécessaire quant aux intérêts réels de la classe ouvrière. Nous devons toujours bien résoudre cette contradiction. Signalons, par ailleurs, que ceci ne signifie nullement qu'aucun opportunisme ne saurait exister au sein du niveau démocratique. L'opportunisme peut bel et bien y être présent, mais essentiellement sur le plan de la ligne et des principes devant régir ce niveau, dans les limites de l'unité réelle.
- B) En matière d'opportunisme, il est certes possible de considérer une pratique de façon autonome. Mais si cette pratique fait partie intégrante d'une totalité, elle ne devrait pas être considérée isolément. Elle doit être analysée dans ses rapports avec les luttes, avec les pratiques qui composent le tout.

En examinant notre position en ce qui a trait à la 'solidarité' et aux apports financiers que nous pourrions recevoir, nous prenons en considération ces deux aspects. Tout d'abord, nous faisons des pratiques concrètes. Nous menons des luttes **concrètement**. Ce qui nous oblige de tenir compte des

contradictions réelles (en rapport avec la solidarité) qui ne relèvent pas uniquement du financier. Nous devons maîtriser les besoins réels et avoir la capacité de les résoudre à notre niveau actuel de développement. De plus, tout ceci adopte un caractère spécifique quand la question de la ‘solidarité’ s’inscrit dans un cadre d’ensemble où d’autres organisations sont présentes sur le terrain. Nous tenons compte de la totalité de nos pratiques.

Dans le cas de l’AFL-CIO, nous avons à résoudre les contradictions **sur le terrain**. Et, dans le contexte du niveau général des ouvriers haïtiens, la ligne correcte était d’établir des relations d’organisation à organisation pour éviter les pratiques qui pouvaient déboucher sur des formes de corruption individuelle, ainsi que tous les problèmes potentiellement connexes (déviation de la ligne stratégique, pénétration de principes négatifs, pénétration des intérêts dominants au sein de l’organisation ouvrière...). Mais nous tenons à insister sur un point : **l’absence d’apport extérieur de soutien ne bloquera jamais nos pratiques**. L’absence de cet apport extérieur pourra certes les ralentir, mais même avec cet effet négatif, les pratiques dans le cadre de notre ligne sont les plus **fondamentales** pour nous, sur la base de notre totale autonomie, y compris financière.

Nous devrions également ajouter que, dans le cas d’organisations douteuses croiraient pouvoir nous utiliser, nous contaminer pour mieux nous dévorer, elles se casseront les dents. Néanmoins, nous sommes extrêmement conscients de constituer une cible pour l’ennemi qui ne nous ménagera pas et emploiera toutes les formes possibles pour atteindre ce but. Quand nous disons qu’ils se casseront les dents, il ne s’agit là ni d’une position volontariste ou idéaliste, ni d’une bravade à des fins de dissimulation. Tous nos rapports avec ces organisations comportent cette caractéristique, savoir qu’au sein des rapports d’unité et de lutte, les poids réels sont de **LUTTE** — unité/lutte — **LUTTE**. Donc, la lutte est **permanente, dans tous les domaines**, même quand nous acceptons l’« unité » sur certains aspects. Cette **LUTTE** est dans l’intérêt global de la classe ouvrière, tant au niveau national qu’international. Dans le cas de l’AFL-CIO, c’est ce que nous avons considéré et, dans nos rapports avec eux, nous leur avons explicitement fait comprendre cela. S’ils nous invitent à prendre part à une activité qu’ils organisent, nous y participons (« unité ») mais afin de pouvoir **LUTTER** en présence de tous les ouvriers **contre tous les éléments négatifs que ce courant choisirait de diffuser** (ce que nous avons fait récemment au Guatemala, par exemple). A la lumière des rapports réels que l’AFL-CIO entretient avec de fort nombreux ouvriers à travers le monde, nous luttons pour qu’ils comprennent clairement le rôle de cet appareil en construisant parallèlement l’unité réelle des ouvriers sur la base de leurs intérêts. Nous dénonçons les pratiques négatives qui se font en direction des ouvriers, ainsi que la ligne manipulatrice, collaborationniste et bureaucratique qu’ils prônent dans le milieu ouvrier. Nous dénonçons leur insertion dans les luttes au niveau international, ainsi que leurs rapports avec le gouvernement et l’Etat américain. Nous dénonçons leur nature (toutes ces positions sont clairement exprimées et divulguées sur notre site afin que tous, et les progressistes en particulier, ne puissent être dupes). L’AFL-CIO ne constitue qu’un exemple car **nous agissons toujours ainsi dans nos rapports avec d’autres organisations**. Tel qu’exprimé dans notre déclaration sur la solidarité, nous ne nous retenons pas. Si certains d’entre eux parviennent à comprendre nos propos et souhaitent maintenir leur solidarité, ils le font. S’ils se trouvent en désaccord, par contre, avec la clarté de nos propos et souhaitent bloquer leur apport, ils sont libres de le faire.

Tout ceci indique ce que nous entendons par la sauvegarde de notre autonomie. Et en examinant nos positions et pratiques dans leur ensemble, nous sommes certains qu’il n’y existe aucun « opportunisme ». Le débat reste ouvert !

## Position de Batay Ouvriye au sujet de certaines formes de Terreur et de Répression

Nous reconnaissons que nous avons eu de sérieuses limites en ce qui concerne la diffusion de nos positions quant à certaines formes de terreur et de répression. Ceci est vrai pendant la période du régime d'Aristide et pendant la période actuelle. La complexité de la situation rend souvent difficile nos interventions rapides.

Il s'agit clairement d'une limite, mais nous savons que : nous sommes condamnés à affronter la répression et la terreur, car elles caractérisent le moment historique que nous traversons. C'est ce que nous entendions dernièrement dans nos communiqués qui affirmaient que nous devons « faire face ! ». Concrètement, tout comme de nombreux militants et/ou observateurs l'ont dit, le gouvernement Aristide exerçait la répression et la terreur contre les travailleurs (petits paysans, marchands, marchandes, artisans...), contre la classe ouvrière (en établissant l'orientation néolibérale, dans les conflits avec les bourgeois, en établissant le salaire minimum bien plus bas que le niveau que les bourgeois étaient disposés à payer, en permettant, favorisant, organisant particulièrement l'accumulation de capital financier). En même temps, la police et les forces répressives exercent **actuellement** une terreur en tentant de détruire les organisations de base lavalas qui, en l'absence de leurs dirigeants, sont davantage portés à avoir des revendications plus conformes à leurs intérêts. Et les masses, au sein de cette terreur-répression de la police et des forces de la MINUSTAH, subissent terriblement. Les exécutions sommaires ont lieu à travers le pays en divers endroits, incluant nos membres dirigeants et n'épargnant pas nos locaux. L'envahissement des forces militaires dans les quartiers populaires afin de généraliser la terreur est une caractéristique de la situation actuelle. Batay Ouvriye dénonce cette terreur, même si cette dénonciation n'a pas la force souhaitée par certains observateurs. Ceci est dû au fait que nous devons concrètement tenir compte du rapport de forces existant dans le cadre d'une construction en cours afin d'être **réellement** capables de faire face, et trouver une solution à cette situation. En effet, nous faisons face concrètement à la terreur dans différents endroits, même quand nous ne faisons pas grand bruit autour de cela. Rappelons les affrontements avec les assaillants dans le Nord-Est ou dans le Nord-Ouest ; dans cette dernière région, des dirigeants d'organisations sont tombés. Plus récemment, nous signalons l'arrestation de divers dirigeants de Batay Ouvriye à cause de leur position au sujet des élections et leurs pratiques concrètes contre la démagogie des candidats dans les zones rurales où ils étaient présents. Dans certains quartiers du Cap-Haïtien, nous avons affronté les anciens membres de l'armée regroupés pour voler les terres de divers travailleurs, en particulier les pêcheurs ; nous les avons aussi affrontés alors qu'ils étaient alliés à d'anciens membres de gang lavalas, qui tentaient d'accaparer des parcelles paysannes sous les ordres des grands propriétaires fonciers. Il s'agit là de quelques exemples de terrain, il en existe de nombreux autres. Ainsi, nous dénonçons aujourd'hui formellement, une fois de plus, la violence et la terreur anti-populaire répandues par les forces réactionnaires dirigeant le pays, avec leur gouvernement fantoche, celui de Latortue et en coordination permanente avec la MINUSTAH et le président Alexandre. En dénonçant la répression et la terreur, en les combattant concrètement, nous sommes toujours conscients qu'indépendamment des prétextes évoqués, leur réel objectif consiste à casser les reins des masses. En particulier, ils utilisent les contradictions au sein des masses populaires pour répandre cette répression. Durant l'année dernière, nous avons vécu cela concrètement et l'avons toujours montré dans nos publications.

Nous devrions ajouter qu'un élément qui rend cette situation encore plus difficile, c'est la nature dévoyée de la terreur des gangs lavalas, son caractère diffus, sans orientation nette, où souvent cette violence s'exerce contre les masses populaires elles-mêmes. Les dirigeants lavalas, en tant que secteur politique réactionnaire, utilisent une partie du sous-prolétariat pour exercer cette violence sans orientation. Cette violence contribue également à la terreur. Elle est très négative pour les masses à tous les niveaux. On ne saurait la qualifier de « résistance ». Il existe en plus la violence du secteur

réactionnaire anti-lavalas, également au sien des masses populaires : gangs au service de la bourgeoisie, dans les usines et quartiers populaires. Et il y a aussi les troupes d'occupation, avec la police, qui exercent leur propre violence anti-populaire. Dans ce cadre, le travail qui consiste à faciliter une compréhension claire et précise n'est pas aisé. Cela devient encore plus compliqué quand des secteurs populistes, opportunistes, réactionnaires tentent de faire passer la violence dévoyée comme « résistance » (violence souvent exercé contre les propres masses et contribuant à diffuser davantage encore la terreur, handicapant ainsi gravement la mobilisation réelle). Le travail nécessaire pour que les masses reprennent leur propres pratiques et méthodes de lutte dans leur propre intérêt n'est pas facile du tout. Mais c'est la voie à suivre.

## **Sur l'Occupation**

Pour Batay Ouvriye, tout comme en 1994, quand les putchistes et lavalas avaient œuvré de concert pour encourager et accompagner l'intervention de 20.000 soldats étrangers, aujourd'hui encore nous subissons une occupation écrasante. Dans ce cas encore, lavalas et l'opposition ont travaillé ensemble pour nous offrir cette occupation déguisée des troupes onusiennes. Batay Ouvriye dit, et continuera à dire avec force qu'il est contre l'occupation. Là encore, la pratique est difficile à cause des formes adoptées par les contradictions parmi les classes dominantes. Ces formes permettent divers types de démagogie. Et nous devons les traiter correctement. Mais chaque jour, la situation se clarifie davantage. Sans palabres, la construction des forces pour mener la lutte réelle contre l'occupation avance en tant qu'aspect de la lutte globale. C'est un aspect essentiel. C'est pourquoi cela doit être fait avec toute la profondeur nécessaire. Nous le répétons : A bas l'Occupation ! La Lutte ne fait que commencer !

## **Sur les Elections**

Dans le cadre de l'occupation et des contradictions au sein des classes dominantes, les réactionnaires s'évertuent à vouloir sortir de la crise par le seul biais des élections. Notre position est claire : de même que durant les élections antérieures, celles-ci ont constitué un moyen pour ces classes d'échapper à la crise structurelle profonde qu'elles traversent, aujourd'hui encore, les élections visent à rétablir l'hégémonie parmi les classes dominantes. Qu'il s'agisse des dernières élections ou celles en cours actuellement, elles règlent leurs affaires. Là encore, l'autonomie des travailleurs doit être claire. C'est pourquoi nous luttons. Mais nous devons précisément analyser l'arène politique dans une situation où, cette fois, les enjeux concernent toutes les classes avec force. De l'autre côté, nous devons tenir compte du niveau réel des masses qui, elles, ont une conscience de la situation qui reste limitée au simple niveau démocratique. Nous devons tenir compte du niveau qu'elles peuvent atteindre au moment actuel, dans le cadre de leur autonomie. Pour cette raison, les contradictions parmi les classes dominantes peuvent être utiles en permettant la création de meilleures conditions pour l'avancement des luttes des masses, dans la défense de leurs intérêts comme dans l'élimination de la confusion et l'illusion-mystification créée par le courant lavalas. Pour cela, nous devons développer nos tactiques avec une grande précision. Nous sommes contre toutes les élections bourgeoises mais nous utiliserons toutes les contradictions entre les bourgeois et celles qu'ils entraînent, dans les formes les plus appropriées. « Contre les élections bourgeoises » signifie que même quand elles sont en cours, elles doivent permettre aux masses de percevoir que cette voie jamais ne leur ouvrira la route vers la prise du pouvoir, voir offrir la possibilité du bond qualitatif important dans la transmission de leurs revendications. Nous devons aider les masses à comprendre que ce qui se passe, ce sont les classes dominantes qui cherchent à les utiliser dans leur intérêt propre. En même temps, les masses doivent clairement comprendre les contradictions entre les classes dominantes elles-mêmes et entre ces classes

dominantes et nous. Nous devons percevoir avec netteté comment utiliser ces précisions pour atteindre nos objectifs. Autant que possible, nous devons aiguïser les contradictions. Actuellement, parallèlement à nos positions fondamentales et le travail qui se fait sur cette base, nous devons bien tenir compte des pratiques de masse et, ainsi, créer de meilleures conditions pour le développement des luttes, tout en contrecarrant les courants réactionnaires fascistes qui se développent.

## **Sur la Question des Niveaux d'Organisation et de Lutte**

Batay Ouvriye est un mouvement qui lutte au niveau démocratique. Tout le monde doit clairement comprendre cela. Les paroles débiles d'individus sans nuance ni précision ne doivent confondre personne. C'est en créant toutes sortes de confusions qu'ils essaient de réaliser le travail qu'ils ont à réaliser, mais cela les regarde. Batay Ouvriye n'est pas une organisation marxiste-léniniste, ni une organisation révolutionnaire. Elle ne se fait pas passer pour telle non plus. Mais, en même temps, l'intérêt réel de la classe ouvrière, même au niveau démocratique, force à déboucher sur des positions progressivement plus avancées, vu que l'orientation globale demeure dans la **problématique générale de la théorie de la classe ouvrière**. C'est dans le cadre de la lutte générale, des pratiques de terrain même, que le dépassement permanent devant s'opérer a lieu. L'avancement des pratiques donc, constitue le cadre de leur dépassement. Mais à chaque fois, à chaque moment, les positions demeurent dans les limites des luttes démocratiques, même si elles charrient / doivent avoir les germes de dépassements en elles. Batay Ouvriye doit faire partie du mouvement général destiné à réaliser les intérêts de la classe ouvrière totalement, mais il ne doit exister aucune confusion entre les niveaux. Dans ce sens, les pratiques de Batay Ouvriye ne déboucheront pas en elles-mêmes sur la prise du pouvoir. Ce n'est pas la responsabilité de Batay Ouvriye. En ce sens, nous n'avons rien à voir avec l'anarcho-syndicalisme.

Au sein de Batay Ouvriye existe l'Intersyndicale Premier Mai Batay Ouvriye qui, elle, est composée de ses propres syndicats et comités dans diverses usines. Leur présence au sein de Batay Ouvriye doit être respectée, en même temps qu'elles imposent le respect au niveau démocratique, sans libéralisme. Concrètement, ceci confère des effets conséquents aux pratiques de Batay Ouvriye.

Dans le cadre de la répression antisyndicale permanente, la construction du mouvement, au sein des luttes mêmes, doit faire face à de nombreuses difficultés. Les directions des syndicats sont composées d'ouvriers. Leurs coordinations aussi. D'autres militants les soutiennent, dans toutes les pratiques. Tout le fonctionnement de ce niveau se base sur la démocratie interne. Et dans le contexte de la construction de la responsabilité de porte-parole, la même logique existe, c'est-à-dire, progressivement, prendre en main / prendre des mains. Les militants soutiennent cette transformation. Les travailleurs, dans leur renouvellement, sont permanents. Il n'y a pas d'autre voie.

## **Sur les Dénonciations**

Malgré son aspect secondaire, ce point a une importance. En général, nous n'avons pas la pratique de dénoncer des individus qui, d'une manière ou d'une autre, mènent une lutte contre un ennemi commun clairement identifié (en l'occurrence, l'impérialisme). Même quand nous sommes en désaccord avec leur ligne, leur orientation tactique ou certaines de leurs pratiques sur le terrain, face à l'ennemi, nous cherchons toujours à protéger ceux qui mènent de telles pratiques, même si nous pouvons (et devons) dénoncer les pratiques que nous jugeons erronées. Contrairement au courant politique qui nous attaque (qui, lui, prend soin d'indiquer à l'ennemi les noms, les adresses personnelles et de locaux, les photos-!-...), nous autres, dans le contexte de nos critiques, tentons toujours d'insister sur les pratiques actuelles que nous considérons incorrectes et hors des intérêts de la classe ouvrière, ainsi que de celles des travailleurs et des masses populaires en général. C'est ainsi que nous avons critiqué la centrale

syndicale CATH quand nous pensions que leur ligne était contraire aux intérêts des travailleurs en lutte. Jamais nous sommes tombés dans des pratiques de délation.

Si nous avons choisi, aujourd'hui, de citer le nom de Ben Dupuy, c'est parce qu'il s'agit là d'une exception. Cette exception n'est pas futile. C'est parce que, réellement, il constitue un cas extrême. Même si, une fois de plus, nous insistons davantage sur les pratiques et, spécifiquement, les pratiques passées, malgré cela, nous avons choisi de le dénoncer nommément. Cette décision est dû au fait que tous ceux que nous avons rencontrés et avec qui nous avons discuté au sujet du rôle d'indicateur joué par lui parmi les progressistes et, actuellement, contre nous, nous ont toujours répondu : « Mais nous connaissons tous Ben Dupuy très bien, le travail qu'il a fait, et qu'il continue à faire ! C'est ainsi qu'il a toujours agi ! C'est un travail qu'il accomplit avec ses maîtres ! Tous le savent parfaitement ! ». Mais personne ne l'a jamais formellement consigné. C'est pourquoi aujourd'hui : nous **consignons** cette question que tous connaissent bien mais dont on ne fait que parler en petit groupe, dans des rencontres, dans des réunions larges, et parfois au cours de mobilisations.



## Addendum : Derniers mots sur les Dénonciateurs et leurs Palabres

Il est navrant que l'étudiant Jeb Sprague, qui a un niveau de conscience politique extrêmement bas, ait choisi de prolonger un débat que nous pensions avoir terminé de façon non équivoque. En réitérant ses diffamations, cela contribue à mettre en lumière la nature peu scrupuleuse de l'étudiant, soucieux de maintenir la thèse farfelue qu'il a concoctée, ainsi que la nature provocatrice de ses commanditaires : le consortium International Action Committee-Haïti Progrès, déterminé, lui, à prouver (à ses financiers ?) le bien-fondé de sa seule et unique militance en Haïti, celle qui consiste à soutenir le retour de son messie, Aristide.

En vue d'aider, par conséquent, les communautés progressistes de différents forums (Znet et Indymedia, parmi d'autres) délibérément induites en erreur par ces distorsions d'une réalité aussi difficile que celle des luttes de la classe ouvrière en Haïti à voir clair, nous sommes forcés, à nouveau – et de façon définitive, cette fois-ci – de contrecarrer les allégations mensongères de cette équipe. Nous le faisons toutefois rapidement, tout en évitant de tomber dans le piège des provocateurs. Remarquons, cependant, une fois de plus, avant d'aller plus loin :

1. que nous n'avons **toujours** pas été contactés par le « chercheur », malgré notre site web et adresses électroniques largement diffusés. Il aurait plutôt choisi (d'après l'internet) de contacter le Centre de Solidarité de l'AFL-CIO, illustrant, par là, sa mentalité coloniale ;
2. la grossière pratique d'indicateurs de police que cette équipe a choisie délibérément dans le cadre de l'anti-communisme primaire qu'ils savent fort bien exister en Haïti – et aux Etats-Unis aussi, d'ailleurs. En accusant faussement Batay Ouvriye d' « *anarcho-syndicalisme* », de « *militer pour le contrôle de l'industrie et du gouvernement... par l'utilisation de l'action directe, tel le sabotage...* », d'être « *idéologiquement opposé à travailler avec ou sous toute forme de gouvernement...* » etc., etc., tandis que **notre organisation n'a jamais fait de pareille déclaration, ni publiquement ni en privé**, Sprague et consorts nous mettent directement dans la ligne de mire des gouvernements et classes dominantes réactionnaires qu'ils prétendent combattre, jouant de la sorte un rôle dont tout le monde pourra tirer les conclusions ;
3. par ces pratiques d'indicateur, Sprague révèle des identités souvent nécessairement dissimulées sous des pseudonymes dans les pratiques d'organisation de la classe ouvrière pour des raisons de sécurité évidentes. Qui d'autres que des ennemis déclarés de la classe ouvrière se livreraient à d'aussi basses et grossières délations ?

En alléguant que Batay Ouvriye fut « *initiée en tant qu'espace de bureau* » et que la « *Fédération Batay Ouvriye fut fondée en mai 2002* », l'auteur révèle sa **méconnaissance totale** de notre mouvement. Tout d'abord, nous n'avons jamais été confinés dans « un espace de bureau », ce qui serait contraire à toute ligne conséquente d'une organisation implantée **directement parmi les ouvriers, aux seins des industries**. Batay Ouvriye est née de « Batay Ouvriye Classic Apparel » ( « Lutte des Ouvriers de Classic Apparel »), de « Batay Ouvriye Brocosa » ( « Lutte des Ouvriers de Brocosa »), de Batay Ouvriye Norton, Batay Ouvriye à Gilanex, Megatex, Chez Villard, Abraham, Frank Vincent... et bien d'autres. Quand tous ces groupes d'ouvriers décidèrent de se réunir sur la base de leurs revendications communes dans le but de faire respecter la législation du travail (voir Bulletin Batay Ouvriye, No. 2, avril 1993), le nom de Batay Ouvriye correspondait exactement à un cri de ralliement unitaire. Tous ces groupes émergeaient de la militance renouvelée d'anciens

membres de la « Coordination Syndicale Premier Mai » (KSPM, en créole) et réduits à la clandestinité par le coup d'Etat militaire de 1990. Ces groupes, nécessairement, ont réintégré le marché du travail, avec la revendication commune de percevoir leurs prestations légales dues par des industries qui avaient choisi de fermer leurs portes à ce moment. Voir à ce sujet, par exemple, un document de l'OIT sur les conditions de travail en Haïti en 1998 (<http://www.oit.or.cr/mdtsanjo/actrav/travail/travail.htm>).

Deuxièmement, **il n'existe pas de "Fédération Batay Ouvriye"** mais plutôt l'**Intersyndicale Premier Mai Batay Ouvriye** (ESPM-Batay Ouvriye, en créole) légalement enregistrée en mai **2001** et non pas en 2002... (Mais : Sprague a-t-il jamais mis les pieds en Haïti, dans les milieux ouvriers ? Il a peut-être seulement visité l'ambassade des Etats-Unis en Haïti ? A-t-il même consulté notre site web ?). Cette intersyndicale fait partie du **mouvement Batay Ouvriye**, regroupant les syndicats d'usine et fonctionnant conjointement avec les fédérations de quartier et les fédérations d'organisations en zones rurales.

Maintenant, pour revenir à ce qui semble être la pomme de discorde entre Batay Ouvriye et l'étudiant, à savoir les rapports qui auraient existé entre Batay Ouvriye et le Centre de Solidarité de l'AFL-CIO à la lumière du départ forcé d'Aristide, la réponse est simple : aucun rapport n'a jamais existé avant le soutien apporté par ce Centre à la lutte des ouvriers du SOCOWA en 2004. Nous ignorons totalement les réunions organisés par l'IRI que Sprague dit avoir été tenues en République Dominicaine ou ailleurs et qui auraient œuvrées au renversement d'Aristide au début de cette année. En affirmant que la modeste contribution de \$3,500 en juin 2004, nous a placé « *sur l'actif bancaire américain* » est plus qu'une plaisanterie. Par contre, l'amalgame délibéré entre questions financières et politiques est un point autrement plus sérieux qui mérite d'être rectifié. Il semble que l'étudiant n'ait jamais conçu ou même été informé de mouvements ouvriers **indépendants** ; sans doute a-t-il lu de façon brouillonne notre réponse à ses attaques, survolant les annexes, en particulier celle intitulée « Sur la Solidarité ». Bien que ce bref texte doive être lu intégralement (<http://www.batayouvriye.org/Francais/Positions/srsolidarite.html>), nous le citerons ici plus amplement en précisant notre traduction :

*« (...) La lutte ouvrière, la nôtre, s'inscrit au sein de formations sociales dominées où la féroce exploitation subie entraîne d'énormes difficultés de survie. Naturellement, cette dernière occasionne aussi des luttes importantes... Un élément indispensable est la capacité matérielle pour les mener. Nous ne nous faisons donc aucune illusion : tout apport peut être fort utile en ce sens. Malgré tout, dans le cadre de la construction de l'autonomie matérielle – également – du mouvement ouvrier, nous cherchons toujours à compter sur nos propres forces. Avant tout, la solidarité matérielle ne doit avoir aucune incidence négative sur notre ligne ou sur nos pratiques. Par ailleurs, la domination impérialiste est responsable d'un transfert de valeurs des pays dominés vers les pays impérialistes, ainsi, tout retour de cette valeur transférée doit être réalisé, **sans jamais mettre en jeu encore une fois notre autonomie.***

*Il nous arrive même de développer sur ces bases des relations avec des organisations qui prétendent simplement vouloir « aider ». Parfois, après un laps de temps, nous constatons que cette « aide » est brusquement coupée. Nous considérons cela comme normal ; conscients des limites politiques d'une telle approche, nous anticipons toujours un tel développement. Par contre, dans d'autres cas, les rapports existants arrivent à se reproduire. Dans de tels cas, c'est que la solidarité en tant que base était alors réelle et plus solide. Malgré tout, la pratique démontre que même les organisations qui apportent leur solidarité ont souvent des limites. Là encore, nous considérons cela dans l'ordre des choses.*

*(...) Une des contradictions que nous confrontons est la provenance des fonds de certaines organisations souhaitant nous soutenir. Nous respectons leur autonomie : nos rapports sont d'ordre bilatéral, l'essentiel étant le respect de notre autonomie et, en ce sens, notre capacité de prendre toutes les positions politiquement nécessaires, notre capacité de développer toute lutte allant dans le sens de l'intérêt des travailleurs exploités tant au niveau national qu'au niveau international. Nous sommes conscients que ceci est parfois la cause des « blocages de l'aide » ; mais ceci reste encore secondaire pour nous : le combat pour l'avancement des luttes des travailleurs doit être avant tout autonome, même quand cela le rend plus difficile. Il peut même arriver quelquefois que ceux qui financent ces organisations transmettent ces fonds d'« aide » dans la logique du développement impérialiste mondial. Nous n'en sommes pas dupes. Malgré tout, dans le cadre de ces rapports, nos positions demeurent les mêmes, campées sur le principe de l'autonomie politique totale, tout en acceptant tout appui, solidarité ou même « aide » dès lors que c'est dans l'intérêt des travailleurs.*

*Cela entraîne des conséquences. Il peut arriver que les organisations nous donnent un « soutien » les mettant en contradiction avec leurs propres sources de financement. Dans ce cas, il est important qu'elles réalisent que nous ne sommes nullement impliqués par cette contradiction. Même si nous acceptons de discuter la question, il s'agit de leur responsabilité à eux. Et, si vraiment leur solidarité est réelle et sincère, c'est à partir de cette position fondamentale qu'ils trancheront. »*

Suivant une telle position, la provenance des fonds du Centre de Solidarité n'implique que ce centre. La réponse donnée à Sprague par un membre du Réseau de Solidarité avec Batay Ouvriye (que celui-ci, dans sa conception hiérarchique réactionnaire qualifie de « niveau bas »), montrant que notre organisation ne reçoit aucun financement du gouvernement américain, est et demeure correcte.

Aussi juste est sa deuxième réponse concernant l'absence d'une supposée direction de Batay Ouvriye. Ce qui caractérise Batay Ouvriye, c'est la pleine et entière participation des travailleurs à tous les niveaux d'organisation, **leur direction du mouvement**. Ceci est largement connu et facilement observable par toute personne se **rapprochant un tant soit peu** de nos pratiques. Donc, nous jugeons franchement risible son affirmation relative à un manque de fonctionnement démocratique à Batay Ouvriye et que les ouvriers présents à une rencontre seraient « *empêchés de parler... en-dehors de la surveillance de Batay* ». Tout aussi absurdes sont les allégations du chercheur-étudiant sur un contrôle qui aurait été établi par un membre du Centre de Solidarité lors de la rencontre de mars 2004, puisque ce jour là, où nous avons accepté de tenir une large réunion avec une vingtaine de visiteurs du centre Quixote/Haïti Reborn, nous les avons explicitement informé que cette réunion coïncidait avec une autre que nous tenions avec le Centre de Solidarité et d'autres organisations dans le cadre de la difficile lutte se déployant dans la zone franche et que ces derniers auraient également l'occasion d'entendre notre exposé sur nos activités, ainsi que sur notre point de vue sur la situation haïtienne. En suivant le raisonnement de Sprague, les visiteurs du centre Quixote/Haïti Reborn « contrôleraient » donc notre réunion avec le Centre de Solidarité et d'autres organisations !

Vraiment, cela suffit ! Comment pouvons-nous répondre à de tels fatras émis par un individu affichant ouvertement son ignorance et une telle mauvaise foi qu'il est impossible même de commencer à y rectifier ? Sa collusion d'intérêts avec le secteur politique qu'il défend et qui porte les traces des pires développements de la « gauche » aussi bien aux Etats-Unis qu'en Haïti, nous force à insister, encore une fois, sur l'axe central du débat, à savoir : si « Famille Lavalas » était un gouvernement défendant les intérêts du peuple, particulièrement ceux des travailleurs (et si Sprague, charitable défenseur du peuple haïtien, est le juge approprié pour traiter d'une telle question !), s'il

ne s'agissait pas simplement d'une autre astuce pour faciliter la pénétration de l'impérialisme et le développement d'un capitalisme bureaucratique de chapelle, d'un groupuscule de bourgeois arrivistes, voleurs et imposteurs profitant de la situation pour accumuler par tous les moyens – forgeant ainsi le chemin vers nos actuelles classes dominantes ? (Voir notre position de décembre 2004 : <http://www.batayouvriye.org/Francais/Positions/20dec03.html>). Et : pourquoi, alors, défendre une telle équipe face à une opposition également bourgeoise – en défendant les « grands mangeurs » qui, depuis longtemps, avaient été désignés comme tels par le peuple ? Ce débat fondamental, l'équipe de provocateurs s'y refuse, ne voulant même pas l'envisager. Même invités explicitement à le faire dans notre dernier message, ils s'y sont dérobés. Le seul argument qu'ils ressassent est qu'Aristide était démocratiquement élu. Comme nous l'avons déjà dit : dans quelles élections ? – mais, même en admettant qu'il y eut en 2000 des élections : Bush aussi est le résultat d'« élections »... Et, en termes de pourcentage, Chirac fut élu avec plus de 80% des suffrages ! Sont-ils pour autant des gouvernements « du peuple » ? Voilà le débat ! Et c'est celui-là que nous accepterions de faire. Notre position est claire à ce sujet.

En conclusion, disons simplement que nous trouvons vraiment regrettable que ce qui aurait pu être un questionnement sérieux et légitime sur les rôles joués par les diverses agences de l'impérialisme américain en Haïti au cours de la dernière décennie ait été aussi étonnamment converti en attaque malhonnête, biaisée et **réactionnaire**. Nous souhaitons sincèrement que Sprague, en tant qu'universitaire, retourne à ses cours (plus intelligemment, sérieusement et, surtout, plus honnêtement). Pour sûr, il n'arrivera pas plus loin dans cette direction. Quant à nous, nous continuerons notre participation au sein de la classe ouvrière haïtienne avec la ferme détermination d'avancer par nos pratiques en faisant face à de bien plus importants ennemis de classe.